



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 07/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/05/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MEDIAL UNICO - SUPER U

17 rue Pierre Ralle
33112 Saint-Laurent-Médoc

Références : 2026-384
Code AIOT : 0005201193

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/05/2026 dans l'établissement MEDIAL UNICO - SUPER U implanté 18, rue Pierre Ralle 33112 Saint-Laurent-Médoc. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le 30 septembre 2008, la police municipale de Saint-Laurent-Médoc effectue une enquête de voisinage à la suite d'un signalement concernant la pollution d'un puits situé à proximité d'une station-service exploitée par la société MEDIAL UNICO. Une forte odeur d'hydrocarbures y est alors constatée.

Le 19 décembre 2008, le Service de la police de l'eau inspecte le puits et confirme la présence d'une pollution d'origine hydrocarbonnée. Des prélèvements effectués le 24 février 2009 révèlent des concentrations très élevées en hydrocarbures et en composés aromatiques (benzène, toluène, xylènes).

Le 3 avril 2009, l'inspection des installations classées procède à la visite de la station-service

suspectée d'être à l'origine de la pollution. Bien qu'aucune responsabilité directe ne puisse alors être établie, un arrêté préfectoral du 7 juillet 2009 impose à l'exploitant de réaliser un diagnostic des sols et des eaux souterraines, ainsi qu'un contrôle d'étanchéité des réservoirs enterrés. Le diagnostic de pollution, transmis par MEDIAL UNICO en 2010, met en évidence une pollution importante des sols et des eaux souterraines. En conséquence, un arrêté préfectoral du 28 juin 2013 prescrit la mise en œuvre de travaux de dépollution, l'identification des sources, la dépollution et le suivi de la nappe phréatique. Cependant, l'exploitant ne donne pas suite à cet arrêté.

Le 23 février 2015, il est mis en demeure de se conformer aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 28 juin 2013. Une inspection effectuée le 18 janvier 2024 constate plusieurs non-conformités. Celles-ci conduisent à la signature, le 7 mars 2024, d'un arrêté de mise en demeure (concernant la réalisation du contrôle périodique ICPE) et d'un arrêté d'astreinte administrative (portant sur le suivi et le diagnostic de pollution). Lors de l'inspection du 20 mars 2025, il est constaté que l'exploitant a bien effectué le contrôle quinquennal de sa station-service, levant ainsi la mise en demeure du 7 mars 2024. Toutefois, ce contrôle révèle de nombreuses non-conformités majeures. Par ailleurs, l'exploitant ne respecte toujours pas les obligations prévues par l'arrêté d'astreinte administrative du 7 mars 2024, pris en raison du non-respect de la mise en demeure du 23 février 2015 et de l'arrêté préfectoral du 28 juin 2013 (diagnostic complémentaire, mesures de gestion de la pollution, surveillance des eaux souterraines). En conséquence, l'inspection du 20 mars 2025 aboutit à un nouvel arrêté de mise en demeure, daté du 18 avril 2025, visant la mise en conformité des installations de la station-service à la suite du contrôle périodique ICPE. La prise d'un arrêté de liquidation partielle de l'astreinte journalière relative à la pollution, pour un montant de 37 300 euros, avait été envisagée par l'inspection des installations classées. Toutefois ce projet d'arrêté n'a finalement pas été proposé à la signature du préfet en raison de la transmission de nouveaux éléments de la part de la société MEDIAL UNICO. En date du 24 mars 2025, l'activité de la station est mise à l'arrêt temporaire pour réaliser les travaux de modernisation ainsi que les travaux de dépollution.

L'inspection du 6 mai 2026 a pour objet d'examiner les suites données à ces décisions et aux sanctions administratives précédemment prononcées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MEDIAL UNICO - SUPER U
- 18, rue Pierre Ralle 33112 Saint-Laurent-Médoc
- Code AIOT : 0005201193
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La station service, exploitée par la société MEDIAL UNICO, se situe au 18 rue Pierre Ralle à Saint Laurent-Médoc (33).

L'installation a été déclarée en date du 28 juin 1993 notamment pour la rubrique 1435 (DC) - station service .

En date du 3 juin 2025, la société MEDIAL UNICO a déclaré une modification de sa station service. Les travaux consistent en une modernisation des installations du site.

Thèmes de l'inspection :

- Eaux souterraines
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Contrôle périodique	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 1.1.2.	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Levée de mise en demeure
2	Mesures de gestion	Arrêté Préfectoral du 28/06/2013, article 5	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Levée de mise en demeure
3	Surveillance de la nappe	Arrêté Préfectoral du 28/06/2013, article 6	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 6 mai 2026 a permis de constater le respect de:

- la mise en demeure du 18 avril 2025 visant la mise en conformité des installations de la station-service à la suite du contrôle périodique ICPE,
- la mise en demeure du 23 février 2015 relative aux investigations complémentaires sur les sols et à la proposition d'un plan de gestion de la pollution.

Afin de prendre en compte les travaux réalisés et les recommandations du rapport AMDE - travaux d'excavation des sols pollués avril/mai et décembre 2025, l'inspection des installations classées propose de:

- abroger les arrêtés antérieurs sur la pollution des sols de 2009 et 2013,
- prendre un nouvel arrêté de prescriptions spéciales imposant la réalisation d'un nouveau réseau de piézomètres, la poursuite d'une surveillance semestrielle de la qualité des eaux souterraines et une mise à jour de l'analyse des risques résiduels suite aux travaux de dépollution.

L'exploitant dispose de 15 jours pour faire part de ses observations sur le projet d'arrêté de prescriptions spéciales joint au présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 1.1.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle périodique
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 07/10/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement.

Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions repérées dans la présente annexe par le terme : "objet du contrôle", éventuellement modifiées par arrêté préfectoral, lorsqu'elles lui sont applicables. Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1 sont repérées dans la présente annexe par la mention : "le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure". L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au point 1.4. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.

L'article R512-56 du code de l'environnement prévoit que la périodicité du contrôle périodique est de 5 ans maximum.

L'article R512-59-1 du code de l'environnement prévoit «Lorsque le rapport de visite mentionné à l'article R. 512-59 fait apparaître des non-conformités majeures telles que définies à l'article R. 512-58, l'exploitant adresse à l'organisme de contrôle par écrit et dans les trois mois qui suivent la réception du rapport de visite un échéancier des dispositions qu'il entend prendre pour y remédier.

Après avoir pris les dispositions nécessaires pour remédier à ces non-conformités et dans un délai maximal d'un an à compter de la réception du rapport de visite, l'exploitant adresse une demande écrite à l'organisme agréé qui a réalisé le contrôle initial pour que soit réalisé un contrôle complémentaire ne portant que sur les prescriptions dont la méconnaissance a entraîné des non-conformités majeures.

Ce contrôle complémentaire est effectué au plus tard dans les deux mois qui suivent la date de la demande de l'exploitant. L'organisme agréé adresse à l'exploitant un rapport complémentaire à son rapport de visite initial dans un délai d'un mois après la visite.

L'organisme agréé informe le préfet et l'inspection des installations classées compétente de l'existence de non-conformités majeures dans un délai d'un mois à compter de la constatation d'un des cas suivants :

1° S'il n'a pas reçu l'échéancier de mise en conformité de l'exploitant dans le délai prévu au premier alinéa ;

2° S'il n'a pas reçu de demande écrite de contrôle complémentaire de l'exploitant dans le délai prévu au deuxième alinéa ;

3° Si le contrôle complémentaire a fait apparaître que des non-conformités majeures persistent. Dans ce cas, le délai d'un mois court à compter de l'envoi du rapport complémentaire à l'exploitant.

Cette information comprend l'envoi, selon le cas, d'un extrait du rapport de visite initial mentionnant les non-conformités majeures, de l'échéancier de mise en conformité ou d'une copie du rapport complémentaire.»

Par arrêté de mise en demeure du 18 avril 2025, il a été imposé à l'exploitant de procéder, sous un délai de 4 mois, aux travaux de mise en conformité de sa station service, faire réaliser le contrôle périodique ICPE complémentaire et transmettre le rapport de contrôle dès réception à l'inspection des installations classées.

<p>Constats :</p> <p><u>Demande de l'inspection du 7 octobre 2025:</u> Avant la remise en service de la station-service, l'exploitant doit procéder aux travaux de mise en conformité de son installations, faire réaliser le contrôle périodique ICPE et transmettre le rapport de contrôle dès réception à l'inspection des installations classées.</p> <p><u>Constat de l'inspection du 6 mai 2026:</u> Suite au chantier de dépollution et de modernisation de la station service, l'installation a été remise en service mi février 2026. L'exploitant a fourni à l'inspection des installations classées le rapport du contrôle périodique quinquennale ICPE de son installation de distribution de carburant (rapport TSG du 23 avril 2026 suite à la visite de contrôle du 7 avril 2026). Le rapport TSG relève : - aucune non conformité majeure, - 6 non conformités simples relevant principalement d'absence de documents (consignes de sécurité, présence du registre accident/incident). Il a pu être constaté par sondage, lors de l'inspection, la correction de ces non conformités relatives à l'affichage des consignes.</p> <p>Le prochain contrôle périodique sera à programmer au plus tard le 6 avril 2031.</p> <p>L'arrêté de mise en demeure du 18 avril 2025 est respecté et peut être levé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 2 : Mesures de gestion

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/06/2013, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, dépollution</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 07/10/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sur la base des conclusions des diagnostics visés à l'article 2, l'exploitant propose, les mesures de gestion qu'il mettra en œuvre pour:</p> <ul style="list-style-type: none"> - supprimer les sources de pollution sols identifiées, - mettre en place, s'il y a lieu, le traitement complémentaire de la nappe.

Cet article fait l'objet d'un arrêté de mise en demeure signé en date du 23 février 2015.

Constats :

Demande de l'inspection du 7 octobre 2025:

Dans un délai de 3 mois, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le rapport de fin de travaux de dépollution de sa station.

Constat de l'inspection du 6 mai 2025:

Dans le cadre des travaux de modernisation de son installation de distribution de carburant, l'exploitant a engagé des travaux de dépollution courant des mois d'avril/mai et décembre 2025. Par mail du 18 mars 2026, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations le rapport de fin de travaux - AMDE - travaux d'excavation des terres polluées avril/mai et décembre 2025.

Il ressort en synthèse de ce rapport les éléments suivants:

État initial du site

La station-service Super U, située 17 rue Pierre Ralle à Saint-Laurent-de-Médoc, comprend des pistes de distribution, un séparateur d'hydrocarbures et trois réservoirs enterrés dont deux (cuves n°1 et n°2) ont été neutralisés antérieurement. Les sols sont constitués d'argiles sur calcaires altérés, avec une nappe libre localisée entre 1,6 et 2,6 mètres de profondeur.

Les diagnostics réalisés depuis 2009 ont mis en évidence la présence persistante d'hydrocarbures dans les sols (fractions C5-C10, C10-C40) ainsi qu'en BTEX. Les campagnes menées jusqu'en 2024 ont confirmé la persistance d'impacts significatifs dans les eaux souterraines en aval hydraulique du site (piézomètres PZA et PZC').

Avant les travaux, trois sources principales de pollution étaient identifiées : au droit de l'îlot de distribution, du poste poids lourds et du réservoir n°2. Le volume de terres polluées potentiellement mobilisables était estimé à environ 600 m³.

Synthèse des travaux réalisés

Des travaux d'excavation et de modernisation des installations de distribution de carburants ont été conduits entre avril et décembre 2025.

- En avril 2025, la cuve n°3 a été dégazée puis retirée. Le dernier compartiment actif de la cuve n°2 a été neutralisé. Le séparateur d'hydrocarbures a été retiré.
- Les opérations d'excavation ont porté sur les zones accessibles : autour de la cuve n°3, entrée et sortie des pistes, zones Est, Nord et Ouest des pistes.
- Deux opérations d'hydrocurage ont permis l'écémage d'une phase surnageante d'hydrocarbures détectée en fond de fouille de la cuve n°3.
- En décembre 2025, des excavations complémentaires ont été réalisées dans la zone du nouveau séparateur d'hydrocarbures et au droit du piézomètre PZA.

Les travaux ont été limités par plusieurs contraintes techniques : maintien de l'auvent, présence des cuves neutralisées n°1 et n°2, limites de propriété, apparition de la nappe entre 1,6 et 1,9 m de profondeur.

Les terres excavées ont fait l'objet d'un tri sur site et d'analyses systématiques. Un total de 610,14 tonnes de terres polluées a été évacué vers le centre de traitement SARPI VEOLIA à Clérac (17). Quarante-cinq échantillons ont été analysés en laboratoire.

Bilan environnemental des travaux

Les analyses réalisées confirment la présence d'hydrocarbures volatils et lourds dans les terres excavées. Les déblais réutilisés présentent des teneurs globalement faibles, majoritairement inférieures ou proches des limites de quantification.

Les sols laissés en place présentent néanmoins des anomalies résiduelles au droit des limites techniques :

- à proximité des cuves n°1 et n°2 neutralisées ;
- sous l'auvent et les pistes de distribution ;
- en limite de propriété Est ;
- dans l'horizon situé entre 1 et 2 mètres de profondeur, notamment en sortie des pistes.

Des concentrations significatives persistent, avec des valeurs pouvant atteindre 1851 à 2230 mg/kg MS en C10-C40 autour de la cuve n°1, et jusqu'à 4144 mg/kg MS en C5-C10 et 2320 mg/kg MS en BTEX sous certaines portions de pistes.

4. Analyse des risques résiduels

Compte tenu de la couverture du site par une dalle ou un enrobé, aucun risque sanitaire n'est identifié pour les usagers ou travailleurs sur site.

En revanche, deux voies de transfert restent susceptibles d'engendrer un risque hors site :

- l'usage éventuel de l'eau souterraine via des puits privés non répertoriés ;
- la volatilisation de polluants depuis la nappe vers des locaux clos situés hors site.

Il est précisé qu'aucune campagne de contrôle de l'état des eaux souterraines n'a été réalisée après travaux, ce qui ne permet pas d'évaluer l'effet réel des excavations sur la qualité de la nappe.

5. Suites à donner / recommandations

Le rapport AMDE préconise les actions suivantes :

Maintenir la mémoire des pollutions résiduelles dans les documents techniques du site et en informer tout intervenant ultérieur.

Réaliser une nouvelle campagne de surveillance des eaux souterraines, incluant :

- la reconstitution du réseau de surveillance avec a minima la création de deux nouveaux piézomètres (conformément aux échanges DREAL) ;
- le contrôle des piézomètres amont et aval ;
- la tentative de rétablissement de l'accès au piézomètre PZC' situé sur le terrain voisin.

Prévoir l'excavation complémentaire des zones polluées résiduelles lors de futurs travaux qui permettraient d'accéder aux secteurs actuellement inaccessibles.

Les travaux de dépollution réalisés sur le site dans le cadre de la modernisation de la station répondent aux exigences de l'arrêté de mise en demeure du 23 février 2015. Ce dernier peut donc être levé.

Toutefois, des investigations complémentaires restent à mener pour suivre les recommandations du bureau d'études.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées propose un nouvel arrêté de prescriptions spéciales imposant la réalisation d'un nouveau réseau de piézomètres, la poursuite d'une surveillance de la qualité des eaux souterraines et une mise à jour de l'analyse des risques résiduels suite aux travaux de dépollution.</p> <p>Dans un délai de 15 jours, l'exploitant fait part de ses observations sur le projet d'arrêté de prescriptions spéciales joint au présent rapport.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 3 : Surveillance de la nappe

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/06/2013, article 6</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, dépollution</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 07/10/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La surveillance trimestrielle de l'état de la nappe doit être assurée par les piézomètres PzA, PzB et PzC localisés sur le plan annexé au présent arrêté.</p> <p>Les paramètres mesurés seront les suivants :</p> <p>BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène, xylène)</p> <p>HCT (hydrocarbures totaux)</p> <p>HCT, coupe C10-C40</p> <p>Des points de surveillance supplémentaires hors site seront proposés sur les conclusions du complément de diagnostic visé en 2.2.</p> <p>Le niveau piézométrique sera mesuré à chaque campagne d'analyse.</p> <p>Les résultats des mesures réalisées seront transmis à l'inspection des installations classées dès réception.</p> <p>Les modalités de surveillance pourront être modifiées au vu des résultats d'analyses.</p> <p>Cet article fait l'objet d'un arrêté de mise en demeure signé en date du 23/02/2015.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Demande de l'inspection du 7 octobre 2025:</u></p> <p>Dans un délai de 3 mois et en parallèle de son rapport de fin de travaux, l'exploitant propose et met en place un nouveau réseau de piézomètres ainsi qu'un plan de surveillance de la pollution résiduelle des eaux souterraines au droit de sa station service (paramètres, fréquence de surveillance)</p>

Constat de l'inspection du 6 mai 2025:

Le nouveau réseau de piézomètres n'a pas été mise en place.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées propose un nouvel arrêté de prescriptions spéciales imposant la réalisation d'un nouveau réseau de piézomètres, la poursuite d'une surveillance de la qualité des eaux souterraines et une mise à jour de l'analyse des risques résiduels suite aux travaux de dépollution.

Dans un délai de 15 jours, l'exploitant fait part de ses observations sur le projet d'arrêté de prescriptions spéciales joint au présent rapport.

Type de suites proposées : Sans suite